Toute pandémie est le fruit du déni de la crise écologique

La pandémie du Covid-19 était inimaginable. Elle a suscité les pires théories du complot. Pour les chercheurs, elle était prévisible. Des études scientifiques, et même des livres la laissaient prévoir. De nombreux laboratoires dans le monde consacrent leurs efforts à comprendre les dynamiques épidémiologiques des nouvelles maladies infectieuses comme le Covid-19. Seuls le moment du passage de la vague et son intensité restent inconnus. D'autres pandémies sont à prévoir. C'est une quasi-certitude si un changement radical des politiques en lien avec la biosphère n'a pas lieu.

Le Covid-19 appartient au groupe des zoonoses, maladies liant espèces sauvages, animaux domestiques et humains. La destruction des milieux naturels provoque ces zoonoses. L'humanité rencontre des espèces microbiologiques contre lesquelles elle est désarmée. Les 5400 espèces de mammifères hébergent 460 000 espèces de virus, dont l'immense majorité reste à décrire. Comme les autres agents pathogènes, ils participent à l'équilibre naturel en contrôlant l'accroissement de leurs espèces hôtes (principe d'équilibre écologique). L'immense majorité de ces virus sont inoffensifs. Mais même un faible pourcentage constitue déjà une réserve d'agresseurs phénoménale : depuis des années, nous affrontons VIH, Ebola, Dengue, Zika, Chikungunya, la fièvre de Lassa, SARS, H5N1, H1N1, et beaucoup d'autres maladies émergentes qui n'ont pas fait la une de l'actualité. Mais leur nombre est en constante augmentation depuis un demi-siècle et les épisodes épidémiques sont de plus en plus fréquents.

La faune sauvage ne représente que 4% de la biomasse des mammifères terrestres, les humains et leurs animaux domestiques représentant les 96% restants. On pourrait croire que la menace virale diminue avec leur régression. Le contraire se produit du fait de l'artificialisation de plus de 80% des terres cultivables et de l'extension de l'agriculture, de l'élevage industriel, et de l'empreinte humaine sur la planète : fragmentation des paysages, développement de monocultures intensives en lieu et place des forêts tropicales. L'absence d'investissement en infrastructures de santé dans les pays riches en biodiversité ne fait qu'aggraver la crise sanitaire. Les virus bénéficient de l'immense réseau de diffusion par les interconnexions entre leurs hôtes potentiels.

Aujourd'hui, ce qui nous menace tire avantage de l'expansion des activités humaines d'élevage partout dans le monde, facilitant les contacts avec la faune sauvage, provoquant des changements d'hôtes et leur ouvrant une immense niche écologique. Ainsi un virus qui effectuait encore son cycle biologique dans une population de chauve-souris quelque part en Asie en septembre 2019, émerge sur un marché chinois en décembre, pour s'étendre à la terre entière en mars. Ce que décrit le long métrage prémonitoire de Steven Soderbergh : « Contagion ». Les pandémies qui nous frappent ne sont qu'une facette du changement planétaire. Celui-ci inclut aussi les perturbations climatiques provoquées par les gaz à effet de serre et l'extinction massive d'espèces.

L'humanité est confrontée aux conséquences de ses choix économiques et politiques. D'autres choix sont nécessaires pour la survie de notre espèce autant que pour la préservation des milieux naturels. Les réponses sont connues. L'IPBES, plateforme intergouvernementale pour la biodiversité et les services écosystémiques, propose aux gouvernements un bilan de nos connaissances scientifiques et empiriques sur les défis posés par la préservation de la biodiversité et les moyens d'y répondre. Il convient aux acteurs politiques de s'en saisir. Les politiques doivent intégrer les conclusions du GIEC sur le dérèglement climatique.

Cette nécessité d'action et ses échecs passés posent la question des verrous à lever dans la gouvernance de nos interactions avec la biosphère et la prise en compte de ses limites. Il est urgent de rompre avec le déni des menaces planétaires créées par les activités humaines et d'utiliser ce que nous savons pour mettre en place les politiques de changement radical.

Bruno Bourgeon, porte-parole d'AID
aid97400.re
Vu dans Libération du 08/04/2020, d'après un collectif d'écologues